



Trop, c'est trop, Non à l'austérité !

Le salaire minimum de 751€ qui serait baissé de 22%, les retraites complémentaires, qui subiraient, elles, un coup de rabot de 25%, des coupes budgétaires de 2 milliards d'euros dans les secteurs de la santé et des collectivités territoriales, 3 milliards d'euros de nouvelles taxes ; la suppression de 15 000 postes de fonctionnaires ; enfin la recapitalisation des banques.

L'appauvrissement de la population se mesure au quotidien. Enfants qui tombent d'inanition dans les salles de cours, magasins qui ferment, patients obligés d'apporter les propres médicaments, chauffage coupé dans les écoles.....

Autant de témoignages qui nous parviennent et crient la misère rampante. Les chiffres corroborent ces propos, le taux de chômage officiel s'élève à 19,2% contre 9,8% en octobre 2009, il atteint même 47,2% chez les moins de 25 ans quand il était de 26,3% en décembre 2008.

Ce scénario catastrophe se déroule en France ? Non, en Grèce, pour autant des similitudes existent dans les politiques menées.

On ne compte plus le nombre de pays européens dans lesquels les crises économiques et sociales deviennent politiques, Espagne, Italie, Roumanie, Portugal. C'est une rengaine connue !! La Grèce sert de cobaye au traitement que les gouvernants et les détenteurs de capitaux veulent infliger à l'ensemble de la zone euro.

Le besoin de gouvernance économique est utilisé dans beaucoup de pays pour justifier la mise en cause des systèmes de relations sociales et de négociations collectives, pour imposer une pression à la baisse sur les salaires, pour affaiblir la protection sociale, le droit de grève et privatiser les services publics.

Une vaste campagne de culpabilisation se développe. Partout, les salariés s'entendent dire qu'ils coûtent trop cher.

En France, le Président de la République a annoncé deux mesures qui à nouveau vont frapper durement les salariés, les retraités, les privés d'emploi.

Après la réforme des retraites de 2010 et les deux plans d'austérité de 2011, il aggrave la situation en voulant augmenter la TVA, l'impôt le plus inégalitaire, diminuant encore le pouvoir d'achat pour le plus grand nombre de salariés.

La Protection sociale serait une nouvelle fois fragilisée !

Il entend instaurer des accords « compétitivité emploi » légalisant ainsi le chantage des employeurs « emploi contre salaires et temps de travail ». Ces accords ouvrent la voie à la remise en cause d'un pilier essentiel du droit social français et du contrat de travail.

Alors qu'aujourd'hui, tout salarié peut exiger le respect de son contrat de travail en particulier sur les dispositifs relatifs aux horaires et à sa rémunération, demain sous couvert d'un accord compétitivité signé dans son entreprise, le salarié se verra privé de tout recours. Il n'aura d'autres choix que d'accepter le chantage emploi contre nouveaux horaires ou/et baisse de salaire sinon c'est le licenciement sans recours.

Pour la CGT, c'est totalement inacceptable, c'est un motif supplémentaire pour mobiliser et réussir la journée d'action du 29 février !

Partout en Europe, les mêmes logiques sont imposées de façon coordonnée. En effet, les chefs d'Etat et de Gouvernement ont décidé de passer un cran supérieur pour instaurer l'austérité.

Ils s'apprêtent à signer un nouveau traité, le 1er mars prochain, élaboré à quelques uns en dehors de toute procédure et consultation démocratique. Il imposerait un carcan budgétaire et économique à des pays déjà durement touchés par le chômage et la récession.

L'austérité s'imposerait à tous encadrant toute négociation au niveau national, sectoriel et d'entreprise et réduisant les capacités d'intervention des organisations syndicales.

Ce traité est contraire à l'Europe sociale à laquelle nous aspirons, il ne ferait qu'alimenter les rejets des solidarités, les replis nationaux, la montée des forces nationalistes et d'extrême droite.

Les syndicats de chaque pays européen réunis dans la Confédération Européenne des Syndicats s'opposent à ce traité. Ils appellent, ensemble, à agir le mercredi 29 février 2012 à la veille du sommet européen pour dire non à l'austérité et exiger des réponses pour l'emploi et la justice sociale.

En France pour une Europe sociale fondée sur la solidarité, la justice et la cohésion sociale, les organisations syndicales CGT, FSU, Solidaires, UNSA s'engagent dans cette mobilisation en y impliquant largement tous les salariés, partout dans les entreprises et les administrations.

Toutes les organisations professionnelles et départementales de la CGT appellent donc les salariés, à se mobiliser dans l'unité syndicale la plus large et à participer aux manifestations interprofessionnelles qui seront organisées sur tout le territoire.

Le 29 février 2012, ensemble, à l'appel de la Confédération Européenne des syndicats agissons pour dire NON A L'AUSTERITE !